



Réformer vraiment la formation professionnelle

Repenser le financement des syndicats salariés et patronaux

Gilbert Cette et Jacques Barthélémy

Présentée comme une obligation nationale par le code du travail, la formation professionnelle (FP) est un levier essentiel pour renforcer la compétitivité de notre pays et favoriser la mobilité des travailleurs. Malheureusement, le système français souffre de défauts qui l'empêchent de jouer un tel rôle. Dans cette note, Gilbert Cette et Jacques Barthélémy affirment qu'une réforme efficace de la formation professionnelle n'aura pas lieu sans une réforme profonde du financement des organisations syndicales (patronales et salariées) qui en dépendent fortement aujourd'hui. Ils mettent également en avant l'indispensable « décomplexification » du système de formation professionnelle qui le rend difficile d'accès, en particulier pour les moins qualifiés qui en auraient le plus besoin. Au travers de ces deux recommandations, les auteurs appellent en réalité à une connexion plus directe entre les moyens et la finalité de la formation professionnelle, à savoir l'employabilité des salariés à long terme.

Une situation actuelle insatisfaisante et de timides réformes qui ne pourront pas véritablement changer la donne

Les partenaires sociaux ont à plusieurs reprises proposé de timides voies de réforme, par exemple dans les accords nationaux interprofessionnels (ANI) de 2003 et 2009. L'ANI du 11 janvier 2013 s'est à nouveau penché sur la question, au travers de cinq de ses articles. Pour autant, ces avancées n'apportent que des réponses limitées aux insuffisances du système de FP. C'est pourquoi la réforme de la FP a été fortement évoquée dans le cadre de la Conférence Sociale des 20 et 21 juin 2013. La feuille de route adressée aux partenaires sociaux à l'issue de cette Conférence invite ces derniers à engager une négociation interprofessionnelle à ce sujet.

Deux conditions *sine qua non* à la réforme de la formation professionnelle : réformer le financement des syndicats et décomplexifier le système

Pour être efficace et véritablement répondre aux besoins des salariés et des entreprises, la réforme de la formation professionnelle doit nécessairement être accompagnée de celle du financement des partenaires sociaux et du dialogue social. Il paraît (faussement) angélique de penser que les partenaires sociaux puissent être appelés à élaborer des propositions ambitieuses de réforme d'un système qui, à divers titres, contribue à leur financement. Il faut donc aller plus loin que les propositions de transparence inscrites dans la loi du 20 août 2010 (article 10) inspirée par la position commune du 9 avril 2008 signée par la CGT et la CFDT.

Par ailleurs, la démarche de réforme de la formation professionnelle ne doit pas « *ajouter de la tuyauterie à la tuyauterie* », explique Gilbert Cette. En effet, il faut éviter d'aborder ce sujet difficile sous l'angle des mécanismes de financement, comme cela a souvent été fait. Les exemples des précédents ANI de 2003 et 2008 sur la question illustrent qu'une telle approche aboutit essentiellement au constat du besoin d'une nouvelle et réelle réforme. C'est une autre approche qui est ainsi suggérée, celle du rapprochement effectif entre la formation professionnelle et sa finalité, à savoir l'employabilité. Il s'agit de saisir les partenaires sociaux d'une réflexion sur les moyens de donner corps à la mise en œuvre effective de l'obligation inscrite dans l'article L. 6321-1 du Code du Travail à savoir : « *l'employeur assure l'adaptation des salariés à leur poste de travail. Il veille au maintien de leur capacité à occuper un emploi, au regard notamment de l'évolution des emplois, des technologies et des organisations.* »

À propos de l'Institut de l'entreprise

Créé en 1975, l'Institut de l'entreprise est un think tank indépendant de tout mandat syndical ou politique. Profondément ancré dans la réalité économique, il concentre sa réflexion sur la relation entre l'entreprise et son environnement et met à contribution un vaste réseau d'experts pour réaliser ses études. Egalement lieu de rencontres et pôle de formation, l'Institut développe une vision de l'entreprise ouverte sur le monde et sur la société.

